

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR
ET DU DEVELOPPEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

ARRÊTÉ

Portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le Préfet des COTES-D'ARMOR

Chevalier de la légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et, notamment, ses articles L. 515-1 à L. 515-6 ;
- VU le Code Minier ;
- VU la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n°2002-89 du 16 janvier 2002,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
- VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et, notamment, ses articles 3 à 10 et 23-3 ;
- VU le décret n°53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- VU l'arrêté ministériel du 09 avril 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 mai 1994 modifié autorisant la SAS CARRIERES DE GUITTERNEL à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite au lieu-dit *Quélaron* à MEGRIT ;
- VU la demande déposée le 27 octobre 2004 par la SAS CARRIERES DE GUITTERNEL en vue du renouvellement et de l'extension de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;
- VU les compléments, plans et documents annexés à la demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 31 janvier au 1^{er} mars en mairie de MEGRIT et LANGUEDIAS et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU les avis des communes de MEGRIT, LANGUEDIAS, JUGON LES LACS, PLELAN LE PETIT, ST MELOIR DES BOIS, TREDIAS, TREMEUR et YVIGNAC LA TOUR ;
- VU les avis des services de l'État ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 30-9-05 ;
- Le demandeur entendu ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale des Carrières lors de sa séance du 9 février 2006 ;

CONSIDERANT que l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement ne peut être autorisée que si les dangers ou inconvénients qu'elle engendre peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que l'exploitant a renoncé à la partie de son projet sur la commune de LANGUEDIAS ;

CONSIDERANT la convention entre le SYNDICAT DES EAUX DE QUELARON et l'exploitant relative aux modalités de contrôle des vibrations de tir au niveau du château d'eau ;

CONSIDERANT que le phénomène "eaux acides" est encore mal connu sur la carrière et qu'il convient donc de mener une étude sur les boues issues de leur neutralisation afin de les stocker dans de bonnes conditions ;

CONSIDERANT les engagements pris par l'exploitant au travers du dossier de demande et des documents transmis tout au long de la procédure d'autorisation et, notamment

- ceux relatifs à la mise en état,
- ceux relatifs à la prévention du bruit,
- et ceux relatifs au traitement des boues issues du traitement des eaux potentiellement acides ;

CONSIDERANT que l'impact de l'installation, compte-tenu des prescriptions du présent arrêté est limité et maîtrisé ;

CONSIDERANT la compatibilité du projet avec le Schéma départemental des carrières ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture des COTES-D'ARMOR,

ARRÊTE

Article 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Autorisation

1.1.1 - La SAS CARRIERES DE GUITTERNEL, dont le siège social est situé au lieu-dit *Guitternel* à SEVIGNAC est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de **granite** sur la commune de MEGRIT au lieu-dit *Quélaron*.

1.1.2 - Cette autorisation correspond aux rubriques suivantes de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° (régime)	Nature et volume des activités	Capacité
2510.1 (A - 3 km)	Exploitation de carrière de granite à l'aide d'explosifs	$P_{\max} = 530\ 000\ \text{t / an}$ $P_{\text{moy}} = 400\ 000\ \text{t / an}$ (30 ans)
2515.1 (A - 2 km)	Concassage, criblage, mélange et lavage de matériaux	$P = 1000\ \text{kW}$

1432.2b (D)	Stockage de liquides inflammables	$C_{eq} = 20 \text{ m}^3$
1434.1.b (D)	Installation de distribution de liquides inflammables	$C_{eq} = 8 \text{ m}^3/\text{h}$
2930 (-)	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules	$S = 150 \text{ m}^2$

(A) : régime d'autorisation ; (D) : régime de déclaration ; (-) : activité sous le seuil de la déclaration

1.2 - Localisation

1.2.1 - L'autorisation d'exploitation et d'extraction est accordée sur les terrains suivants, conformément au plan annexé à cet arrêté.

	Commune et section	N° de parcelle du cadastre de la commune
Renouvellement et extension (499 564 m ²)	MEGRIT section B3	n°948p, 949p, 950p, 951, 953 à 955, 956p, 957 à 960, 1030 à 1039, 1041p, 1042, 1043, 1265, 1269 à 1278, 1280 à 1285, 1288 à 1292, 1316 à 1319, 1321, 1322, 1472, 1474, 1498 à 1501, 1705, 1707, 1715, 1717 et 1721 et chemins d'exploitation
Dont zone d'extraction (421 037 m ²)	MEGRIT section B3	n°1278, 1280 à 1285, 1288 à 1290, 1292, 1318, 1319, 1498 à 1501, 1705 et (extension) : n°948p, 949p, 950p, 951, 953 à 955, 956p, 957 à 960, 1030 à 1039, 1041p, 1042, 1043, 1272 à 1277, 1291, 1472, 1474 et chemins d'exploitation

1.2.2 - En particulier, toute extraction est strictement interdite sur les parcelles n°1473 et 1475 de la section B3 du cadastre de MEGRIT ainsi que sur le chemin menant au château d'eau.

1.3 - Durée de l'autorisation

1.3.1 - L'autorisation est accordée pour **30 ans** à compter de la date du présent arrêté.

1.3.2 - Cette durée inclut les travaux de remise en état.

1.4 - Production et extraction autorisée

1.4.1 - La production maximale, calculée sur un an, est de **530 000 t**.

1.4.2 - La production moyenne, calculée sur cinq ans glissants ne dépasse pas **400 000 t/an**.

1.4.3 - Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à **61 m NGF**, soit environ 69 m par rapport au pied du château d'eau.

1.5 - Conformité au dossier

Sauf disposition réglementaire contraire ou prévue par le présent arrêté, les installations devront être implantées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier déposé le 27 octobre 2004 et à ses compléments.

1.6 - Taxes et redevance

Conformément à l'article 266 *sexies* du Code des Douanes, l'exploitant est assujéti à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté et d'une taxe à l'exploitation annuelle, éventuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1^{er} janvier.

1.7 - Modifications et changement d'exploitant

1.7.1 - Toute modification apportée à l'installation ou à son mode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

1.7.2 - En cas de changement d'exploitant soumis à autorisation préfectorale, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la demande préalable au Préfet. Cette demande doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Y sont annexés des documents attestant des capacités techniques et financières ainsi que de la constitution des garanties financières prévues à l'article 7.

1.8 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

1.8.1 - L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

1.8.2 - Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, sont à la charge de l'exploitant.

Article 2 - AMENAGEMENTS

2.1 - Panneaux

2.1.1 - L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.1.2 - Un panneau "stop" est placé à la sortie du site vers la RD 19.

2.2 - Matérialisation du périmètre autorisé

2.2.1 - Le périmètre de l'exploitation et celui d'extraction sont matérialisés par un bornage ou tout autre dispositif équivalent.

2.2.2 - Une signalisation adaptée ainsi qu'une clôture solide et efficace sont placées autour des zones dangereuses telles que, par exemple, les bassins de décantation.

2.3 - Voies de communication

2.3.1 - L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

2.3.2 - Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors, il doit être efficacement interdit par une clôture ou tout dispositif équivalent.

2.3.3 - L'exploitant doit s'assurer que les véhicules qui sortent de la carrière ne sont pas susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières ou de boue. Si nécessaire, un système de nettoyage des roues ou un bâchage des véhicules est utilisé.

2.3.4 - L'exploitant contribue à l'entretien de la voirie selon les dispositions en vigueur et, notamment celles prévues par le Code Rural et les articles L131-8 et L141-9 du Code de la Voirie Routière.

2.4 - Aménagements périphériques

2.4.1 - Sur partie sud de la périphérie, un merlon d'au moins 5 mètres de haut est créé le long de la RD19. Il sert d'écran visuel et phonique.

2.4.2 - Ce merlon est végétalisé.

2.4.3 - Une clôture efficace ou un dispositif équivalent sur toute la périphérie de la carrière permet d'en interdire l'accès.

2.5 - Déclaration de début des travaux

2.5.1 - Dès la mise en place des aménagements du site permettant la mise en service effective de la carrière (et, notamment, ceux prévus aux articles 2.1, 2.2, 2.3, 2.4 et 4.7.4) l'exploitant adresse au Préfet des COTES-D'ARMOR une déclaration de début d'exploitation dans laquelle il présente les aménagements réalisés pour s'assurer du respect des prescriptions du présent arrêté. Il y joint l'attestation de constitution de la garantie financière prévue à l'article 7.

2.5.2 - Aucun travaux d'extraction sur la partie accordée en extension ne peut avoir lieu avant la publication dans la presse par le Préfet et aux frais de l'exploitant de l'avis début des travaux.

Article 3 - CONDITIONS D'EXPLOITATION

3.1 - Progression de l'exploitation

L'exploitation de la carrière est menée en six phases de cinq ans, de la façon suivante :

Phase	Travaux	Profondeur maximale	Tonnage extrait	Volume des stériles	Remise en état
1	Agrandissement du 2 ^{ème} front	91m NGF	2 Mt	112 500 m ³	Reboisement des parcelles au sud
2	Progression des 2 paliers supérieurs vers le nord	91m NGF	2 Mt	136 500 m ³	Agrandissement du merlon au nord
3	Achèvement de la progression du 1 ^{er} palier	91m NGF	2 Mt	86 500 m ³	Aménagement de la première lagune
4	Amorce du 3 ^{ème} palier. Progression du 2 ^{ème} palier	76m NGF	2 Mt	86 500 m ³	Végétalisation de la première lagune
5	Achèvement du 2 ^{ème} palier. Création du 4 ^{ème} palier	61m NGF	2 Mt	100 000 m ³	Aménagement de la seconde lagune
6	Exploitation des 3 ^{ème} et 4 ^{ème} paliers.	61m NGF	2 Mt	62 500 m ³	Végétalisation de la seconde lagune

3.2 - Extraction et traitement des matériaux

L'extraction est réalisée par création de gradins successifs d'une hauteur n'excédant pas **15** mètres et séparés par une banquette horizontale d'au moins **7,5** mètres.

3.3 - Décapage

3.3.1 - Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

3.3.2 - Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

3.4 - Respect des limites d'extraction

3.4.1 - L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

3.4.2 - Elle ne peut pas être inférieure à **10** mètres au droit du périmètre autorisé à l'exploitation et des différents bâtiments, ouvrages et installations présents sur le site.

3.5 - Protection du patrimoine archéologique et géologique

3.5.1 - Dans le cas de découverte d'objets ou vestiges présentant un intérêt archéologique, l'exploitant cessera toute activité à proximité et informera dans les meilleurs délais le maire de la commune de MEGRIT ainsi que le Service Régional de l'Archéologie.

3.5.2 - Dans le cas de découverte d'objets ou vestiges présentant un intérêt géologique, l'exploitant cessera toute activité à proximité et informera dans les meilleurs délais le maire de la commune de MEGRIT ainsi que les services de la DIREN et de la DRIRE.

3.5.3 - Les agents de ces services auront accès à la carrière sous couvert du respect des consignes de sécurité.

3.5.4 - Le manoir du *Bonnan*, la croix de *Bonnan* et leurs abords immédiats sont conservés.

3.6 - Servitudes liées au château d'eau

3.6.1 - L'exploitant ne porte pas atteinte à l'accès au château d'eau de *Quélaron* pour des véhicules de plus de 19 tonnes.

3.6.2 - L'exploitant ne porte pas atteinte aux réseaux de téléphone, d'électricité et d'eau desservant le château d'eau de *Quélaron*.

3.6.3 - Le coût du déplacement des réseaux de téléphone, d'électricité et d'eau ou des accès desservant le château d'eau de *Quélaron* est pris en charge par l'exploitant lorsque la modification est justifiée par l'activité de la carrière.

3.6.4 - L'accès aux canalisations d'eau desservant le château d'eau de *Quélaron* est maintenu.

3.6.5 - La hauteur de remblais couvrant les canalisations desservant le château d'eau de *Quélaron* ne dépasse pas **1,80** mètres.

Article 4 - PREVENTION DES NUISANCES ET DES RISQUES

4.1 - Dispositions générales

4.1.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ou l'impact visuel.

4.1.2 - L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

4.1.3 - Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

4.1.4 - Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

4.1.5 - Les locaux et plates-formes de stockage doivent être nettoyés régulièrement afin d'éviter l'accumulation de poussières et de matières dangereuses et d'y permettre une circulation aisée.

4.2 - Surveillance de l'impact de la carrière

4.2.1 - L'ensemble des résultats d'analyses et de mesures demandées par le présent arrêté sont conservés par l'exploitant et tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant toute la durée de l'exploitation.

4.2.2 - Ces analyses et mesures sont réalisées aux frais de l'exploitant par un organisme accrédité.

4.2.3 - L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de faire procéder à toute étude, mesure ou analyse supplémentaire aux frais de ce dernier.

4.3 - Surveillance du respect du périmètre autorisé

4.3.1 - L'exploitant met à jour **au moins une fois par an** un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;
- les bords de la fouille ;
- la position des stocks ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le réseau de circulation des eaux ;
- les zones remises en état.

4.3.2 - Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.3 - À ce plan est joint une annexe sur laquelle sont reportées les valeurs des différentes surfaces telles que définies pour le calcul des garanties financières prévues par l'article 7.

4.4 - Prévention des pollutions

4.4.1 - L'exploitant tient à jour **un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus** ainsi que les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

4.4.2 - Tout stockage de matériau sous forme de poudre ou de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

4.4.3 - 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;

4.4.4 - 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés.

4.4.5 - Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

4.4.6 - Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

4.4.7 - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

4.4.8 - Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

4.5 - Eau

4.5.1 - Circulation des eaux

Les eaux recueillies sur le carreau de la carrière (eaux de pluie et eaux d'exhaure) sont canalisées et dirigées vers au moins un bassin de reprise en fond de fouille, un bassin de décantation d'au moins 2000 m³, un système de neutralisation et un dispositif de séparation des hydrocarbures avant d'être rejetées.

Aucun rejet direct vers le milieu naturel n'est autorisé.

4.5.2 - Neutralisation des eaux avant rejet

Le système de neutralisation des eaux est conforme au schéma de principe annexé à l'arrêté.

Les boues issues du traitement de neutralisation font l'objet d'une étude sur les volumes générés et les conditions de stockage en terme d'aménagements, d'exploitation et de suivi.

Cette étude est établie selon un cahier des charges soumis à l'inspection des installations classées **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour approbation. Elle est transmise au Préfet **dans le délai d'un an** à compter de la notification de l'approbation du cahier des charges par l'inspection des installations classées.

4.5.3 - Point de rejet

Le rejet est effectué dans le ruisseau du *Bénodais*.

Le point de rejet est unique pour toute la carrière, facilement accessible et clairement repéré.

Il est équipé d'un canal de mesure du débit, d'un dispositif de prélèvement et d'un moyen d'obturation rapide ou de moyens équivalents.

4.5.4 - Valeurs admissibles pour les eaux rejetées

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Concentration maximale	Flux maximal	Norme applicable
pH	Quotidienne	6,5 - 8,5		NF T90 008
Conductivité	Hebdomadaire	<i>Pour information</i>		
MEST	Hebdomadaire	25 mg/L	29 kg/j	NF EN 872
Fe	Mensuelle	1 mg/L	1,16 kg/j	NF T 90 017 et NF T 90 112 ou ISO 11 885
Mn	Mensuelle	0,25 mg/L	0,29 kg/j	NF T 90 024, NF T 90 112, FD T 90 119 ou ISO 11 885
Al	Mensuelle	0,20 mg/L	0,23 kg/j	FD T 90 119, ISO 11885 ou ASTM 8.57.79
SO ₄	Mensuelle	250 mg/L	290 kg/j	NF T90 040
Hydrocarbures	Semestrielle	10 mg/L	11,6 kg/j	NF T90 114
DCO	Semestrielle	125 mg/L	145 kg/j	NF T90 101

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

4.5.5 - Surveillance des rejets

Un contrôle du respect des prescriptions de l'article 4.5.4 est réalisé par l'exploitant selon la norme et à la fréquence précisée dans le tableau. Les résultats sont conservés et une copie est envoyée **chaque trimestre** à l'inspection des installations classées.

4.5.6 - Surveillance du ruisseau du Bénodais

Un Indice Biologique Global Normalisé en amont et en aval du point de rejet de la carrière est réalisé **tous les cinq ans**, dont un dans l'année suivant la date de notification du présent arrêté.

4.5.7 - Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant procède à un relevé de la hauteur d'eau dans les puits voisins de la carrière deux fois par an en période sèche et **chaque trimestre dès que l'excavation aura atteint la profondeur de 91 m NGF**.

En cas de constat de situation anormale, l'exploitant prévient l'inspection des installations classées et procède à un relevé hebdomadaire dans l'ouvrage considéré.

4.6 - Poussières

4.6.1 - L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

4.6.2 - Les stocks de matériaux susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières sont arrosés, couverts ou placés à proximité d'écrans végétaux.

4.6.3 - Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Elles sont arrosées autant que nécessaire.

4.6.4 - Les installations de traitement sont dotées d'un bardage étanche aux poussières et maintenu en bon état.

4.6.5 - Des points d'aspersion sont utilisés aux points susceptibles d'être à l'origine d'envol de poussières.

4.6.6 - Un dépoussiéreur est utilisé lors des travaux de foration.

4.6.7 - **Chaque semestre**, en période sèche, lorsque des travaux de foration ou de découverte sont réalisés, une mesure des retombées des poussières est effectuée aux abords les plus exposés du site selon la procédure normalisée.

4.7 - Bruit

4.7.1 - L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

4.7.2 - Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence sonore admissible de 07h à 22h	Émergence sonore admissible de 22h à 07h et les samedi, dimanche et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	+6 dB(A)	+4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	+5 dB(A)	+3 dB(A)

	De 07h à 22h	De 22h à 07h et les samedi, dimanche et jours fériés
Niveau sonore maximal admissible en limite de propriété de la carrière	65 dB(A)	60 dB(A)

4.7.3 - Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé **chaque année** au niveau des habitations les plus exposées pendant les périodes d'activité. Les mesures sont représentatives de toutes les activités présentes sur le site (foration, concassage, transport, ...).

4.7.4 - Un contrôle spécifique du respect de ces valeurs est réalisé au niveau des lieux-dits *Quélaron* et *Forte-Terre* avant l'envoi de la déclaration de début des travaux prévue à l'article 2.5. Les résultats de ce contrôle sont joints à la déclaration.

4.8 - Tirs de mine

4.8.1 - L'exploitation peut être réalisée à l'aide d'explosifs, sous réserve du respect de la législation relative à l'emploi de ces produits et, notamment, du titre *Explosifs* du Règlement Général des Industries Extractives.

4.8.2 - Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à **10 mm/s** mesurées suivant les trois axes de la construction.

4.8.3 - On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments y compris, notamment, le château d'eau de *Quélaron*.

4.8.4 - La méthode de mesure est celle définie par la circulaire 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

4.8.5 - La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence [Hz] :	1	5	30	80
Pondération du signal :	5	1	1	3/8

4.8.6 - Une mesure des vibrations engendrées par le tir est réalisée **systématiquement** au niveau du château d'eau de *Quélaron*.

4.8.7 - Ce contrôle est réalisé à la charge de l'exploitant dans les conditions définies avec le SYNDICAT DES EAUX DE QUELARON dans la convention annexée au présent arrêté.

4.8.8 - Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine d'une onde de pression acoustique dépassant **125 dB** linéaires au niveau des habitations les plus exposées.

4.8.9 - Une mesure des vibrations et de la pression acoustique engendrées par le tir est réalisée **systématiquement** au niveau des habitations les plus exposées lorsque la distance aux ouvrages est inférieure ou égale à **130 m**. Lorsque le château d'eau de *Quélaron* est manifestement plus exposé que les habitations, cette mesure peut ne concerner que la pression acoustique.

4.8.10 - Une mesure des vibrations et de la pression acoustique est réalisée au hameau de *Carméhouet* lors des **cinq premiers tirs** distants de moins de 200 m. Une analyse des résultats et de la pertinence des charges d'explosifs est transmise à l'inspection des installations classées dans le délai d'un mois après le cinquième tir.

4.8.11 - Les charges unitaires sont adaptées selon la distance du tir aux constructions avoisinantes dans les conditions prévues par le dossier de demande d'autorisation susvisé et l'analyse des résultats faite après chaque tir.

4.8.12 - Le résultat des mesures est conservé avec le plan de tir. Il est communiqué au SYNDICAT DES EAUX DE QUELARON dans les conditions fixées par la convention susvisée.

4.8.13 - Aucun tir ne peut être réalisé à moins de **80 m** du château d'eau de *Quélaron*.

4.9 - Prévention du risque d'incendie

4.9.1 - L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

4.9.2 - Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

4.9.3 - Une réserve d'eau d' **au moins 120 m³** est aménagée à moins de 200 m des dépôts d'hydrocarbures. Elle est aménagée pour le stationnement de véhicules de lutte contre l'incendie et pour leur permettre un accès aisé.

4.9.4 - La végétation du site est entretenue pour éviter l'éclosion et la propagation des incendies.

Article 5 - REMBLAYAGE PAR DECHETS INERTES ISSUS DE CHANTIERS DE TRAVAUX-PUBLIC

5.1 - Emplacement du remblayage et aménagement

5.1.1 - Le remblayage est réalisé de façon à préparer la remise en état prévue à l'article 6.

5.1.2 - Le remblayage est réalisé de façon à réduire autant que possible la surface de contact entre les déchets et le bassin avenir.

5.1.3 - Avant l'envoyage du remblayage par le plan d'eau, une couverture d'au moins un mètre de matériau de perméabilité inférieure à 10^{-7} m/s sera posée.

5.2 - Matériaux admis

5.2.1 - Le remblayage est effectué uniquement avec des terres non polluées, des déblais de terrassement et des matériaux inertes issus des chantiers de construction (à hauteur de 20 % maximum pour cette dernière catégorie). Il peut aussi être constitué des stériles d'extraction et des boues issues du lavage des matériaux présentant un caractère inerte.

5.2.2 - Seuls les déchets solides inertes tels que bétons, tuiles, céramiques, briques, verres, gravats, terres et autres substances minérales ou assimilables au substrat naturel sont admissibles.

5.2.3 - Les déchets dangereux, industriels spéciaux, organiques, fermentescibles, radioactifs, explosifs ou inflammables, ainsi que le plâtre, les matériaux contenant de l'amiante et les déchets non pelletables y sont interdits.

5.3 - Admission des matériaux

5.3.1 - Un plan de circulation, affiché à l'entrée de l'exploitation, précise les conditions de circulation, le trajet des véhicules et les lieux où s'effectuent le chargement et le déchargement.

5.3.2 - Un panneau à l'entrée du site précise les matériaux admis et ceux refusés.

5.3.3 - Pour pouvoir servir au remblayage, les matériaux font l'objet d'un contrôle visuel et olfactif à l'entrée du site, puis au déchargement et, enfin, lors du régalaage.

5.3.4 - Le bennage direct des matériaux est interdit.

5.3.5 - Des bennes permettent de stocker temporairement les déchets refusés lors des tris réalisés sur le site. Leur capacité totale est d'environ 50 m^3 .

5.4 - Traçabilité

5.4.1 - Une procédure d'accueil et d'orientation des lots permet d'assurer la traçabilité des matériaux.

5.4.2 - Un registre permettant l'archivage des informations contenues par le bordereau de suivi des matériaux est tenu à jour par l'exploitant, conservé sur place et tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, ou lors de toute réquisition de police.

5.4.3 - Ce registre mentionne, notamment, la zone de stockage des matériaux acceptés et le devenir des matériaux refusés.

5.4.4 - Il peut prendre la forme d'une compilation des bordereaux accompagnant les matériaux.

5.4.5 - Un schéma des zones remblayées est tenu à jour. Il y est fait figurer le tonnage, la nature et la provenance des matériaux enfouis.

Article 6 - REMISE EN ETAT DU SITE

6.1 - Dispositions particulières

6.1.1 - **Au moins cinq ans avant l'arrêt prévu du site**, l'exploitant transmet au Préfet une étude d'incidence du plan d'eau qui sera créé dans le cadre de la remise en état. Elle est complétée par une étude technico-économique sur la possibilité de remblayer le site.

6.1.2 - La remise en état est réalisée conformément à celle prévue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploitation et au plan annexé au présent arrêté.

6.1.3 - Une partie des berges du plan d'eau est aménagée en pente douce de 10 à 20°. Elles sont aménagées pour être sinueuses.

6.1.4 - Des hauts fonds sont créés dans le plan d'eau.

6.1.5 - Les fronts de taille émergents sont talutés. Ils sont ensuite couverts de terre végétale et végétalisés.

6.1.6 - Les banquettes sont couvertes de terre végétales puis plantées d'arbustes dont quelques uns à feuilles persistantes.

6.1.7 - La zone de stockage des stériles de décantation au nord et le carreau des installations sont boisés.

6.1.8 - Le bassin à l'est est conservé. Une clôture ou un dispositif équivalent en interdit efficacement l'accès.

6.1.9 - Un chemin de maintenance des canalisations et d'accès au château d'eau est aménagé.

6.1.10 - **Au moins cinq ans avant l'échéance de l'arrêté d'autorisation**, l'exploitant transmet au Préfet une étude sur la disponibilité des déchets inertes issus des chantiers de travaux publics et du bâtiment dans le voisinage de la carrière.

6.1.11 - Ce document étudie la possibilité technique de réaliser un remblayage de l'excavation avec des matériaux inertes jusqu'à une cote minimale de **95 m NGF** ainsi que l'impact sur l'environnement d'une telle réalisation.

6.1.12 - Ce document étudie aussi les venues d'eau dans l'excavation et l'évolution de son remplissage afin d'estimer précisément le temps de remontée des eaux.

6.2 - Dispositions générales

6.2.1 - La remise en état est réalisée progressivement, au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation.

6.2.2 - En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

6.2.3 - Toutes les infrastructures (bâtiments, installations, pistes, aires enrobées, cuves, ...) sont supprimées.

6.2.4 - Tous les stocks de matériaux autres que les remblais végétalisés sont supprimés.

6.2.5 - Les fronts de taille sont purgés.

6.2.6 - L'accès aux abords des zones dangereuses est efficacement interdit par une clôture solide et pérenne. Des panneaux avertissent du danger.

6.2.7 - L'exploitant doit adresser au moins 1 an avant la date d'échéance de l'autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Article 7 - GARANTIES FINANCIERES

7.1.1 - Le bénéficiaire de l'autorisation doit constituer une garantie financière sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cette garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la remise en état du site telle que prévue par le présent arrêté.

7.1.2 - Les montants de référence des garanties financières, pour un indice TP01 de 416,2 et une TVA de 20,6 % (valeurs en février 1998) sont de :

Période	Montant de référence (en euros)	Montant indicatif en euro indice avril 2005 : 519,8 TVA : 19,6 %
0 à 5 ans	371 319,24	459 902,24
5 à 10 ans	398 347,97	
10 à 15 ans	279 352,49	
15 à 20 ans	196 474,68	
20 à 25 ans	176 159,98	

7.2 - Réévaluation

7.2.1 - Le montant de la garantie financière est réévalué tous les cinq ans sur la base du montant prévu pour la période quinquennale considérée et de la valeur de l'indice TP01 au moment de la réévaluation.

7.2.2 - Il doit aussi être réévalué à l'initiative de l'exploitant en cas de hausse de plus de 15 % de l'indice TP01 depuis le début de la période quinquennale considérée.

7.3- L'exploitant devra adresser au Préfet le document attestant de la constitution de la garantie financière **en même temps que la déclaration de début de travaux prévue à l'article 2.5**. Il devra être conforme au modèle fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

7.4- L'attestation du renouvellement de la garantie financière devra être transmise au Préfet au moins **six mois** avant l'échéance des garanties en cours.

7.5- Avec l'attestation de renouvellement des garanties financières, l'exploitant fera parvenir au Préfet un mémoire présentant un bilan sur l'état environnemental du site lors de la période quinquennale écoulée comprenant :

- le plan prévu à l'article 4.3.1,
- une présentation des analyses d'eau de rejet réalisées,
- une présentation des indices IBGN,
- une présentation des mesures de bruit et de vibrations réalisées,
- et une présentation des travaux réalisés pour la protection de l'Environnement.

7.6- L'obligation de disposer d'une garantie financière ne peut être levée que par le Préfet, après constat de la remise en état de l'installation conformément aux dispositions du présent arrêté.

7.7- Indépendamment d'éventuelles sanctions pénales, l'absence de garantie financière, constatée après mise en demeure, entraînera la suspension de l'autorisation.

Article 8 - ACTES ANTERIEURS ABROGES

L'arrêté préfectoral susvisé du 10 mai 1994 est abrogé.

Article 9 - PROTECTION DES TRAVAILLEURS

L'exploitant doit se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Règlement Général des Industries Extractives.

Article 10 - INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION

Les installations soumises à déclaration doivent, sauf dispositions contraires prévues dans le présent arrêté, respecter les prescriptions des arrêtés types respectifs.

Article 11 - ANNULATION, DECHEANCE

La présente autorisation cessera de fait si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou si elle n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 12 - SANCTIONS

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt, notamment, les sanctions prévues, par les articles L142-1, L142-2, L216-6, L216-13, L514-1 à L514-3, L514-15, L514-18, L541-46 et L541-47 du Code de l'Environnement.

Article 13 - PUBLICITE

13.1 - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être tenu à disposition de toute personne intéressée.

13.2 - Un exemplaire de cet arrêté sera affiché en mairie de MEGRIT pendant une durée minimale d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans les locaux de la carrière.

13.3 - Un avis sera inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 14 - Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Article 15 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

15.1 - La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

15.2 - Le délais de recours est de :

- deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à partir de la notification qui lui est faite de l'arrêté préfectoral,
- six mois pour les tiers à partir de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début de d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 16 - APPLICATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES-D'ARMOR,

Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

qui sera notifié à la SAS CARRIERES DE GUITTERNEL ainsi qu'aux maires de MEGRIT, LANGUEDIAS, JUGON LES LACS, PLELAN LE PETIT, ST MELOIR DES BOIS, TREDIAS, TREMEUR et YVIGNAC LA TOUR.

Article 17 - ANNEXES A L'ARRETE:

- Plan de la carrière sur fond cadastral (localisation de l'autorisation)
- Plans de phasage de l'exploitation (état actuel et 6 phases)
- Plan de remise en état
- Schéma de principe du traitement des eaux acides

SAINT BRIEUC, le 14 MAR. 2006
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Jacques MICHELOT